

Qui intoxique en Algérie ?

par François Gèze et Salima Mellah

MOHAMED GHOUALMI, ambassadeur d'Algérie en France, a réagi après la publication du livre de Nesroulah Youssouf, *Qui a tué à Bentatla ?* (*Le Monde* 121 novembre). Son argumentation peut être résumée simplement : ce livre n'est qu'une « tentative d'intoxication » et s'inscrit dans une « stratégie » concertée de « déstabilisation de l'Algérie », visant à « fragiliser » l'armée. Dès lors, il ne juge pas utile de discuter des faits précis avancés dans le livre, qui ne peuvent aujourd'hui s'expliquer autrement que par une implication directe de secteurs de l'armée dans la préparation et le déroulement du massacre du 2 septembre 1997.

M. Ghoualmi invoque l'autorité de « *observateurs internationaux dont la crédibilité et la rigueur morale sont reconnues* », qui ont constaté que « *la responsabilité du GIA ne fait aucun doute* ». Ces « *observateurs* » sont sans doute certains des journalistes et des intellectuels venus enquêter en Algérie fin 1997 et début 1998, comme André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy, lesquels avaient interdit toute interrogation au sujet des commanditaires des massacres, car celle-ci était « *obséquieuse* ». Il leur était donc difficile de « *révéler* » autre chose que la vérité officielle incriminant les seuls islamistes. Ajoutons que ce n'est pas lors de voyages organisés et planifiés sous escorte policière qu'on peut recueillir des témoignages fiables.

M. Ghoualmi relève que, à chaque massacre, « *l'opinion publique nationale et internationale s'est légitimement interrogée sur la facilité déconcertante avec laquelle les terroristes se sont volatilisés* ». Dans le cas de Bentatla, cette question est particulièrement pertinente : pourquoi les milliers de militaires qui quadrillaient la région n'ont-ils pas arrêté les assaillants, dont la plupart sont venus et repartis dans plusieurs camions, en passant devant des postes de l'armée ? Pourquoi les militaires arrivés dès le début du massacre avec six véhicules blindés sont-ils restés stationnés toute la nuit à cent cinquante mètres à peine du quartier de Haï el-Djilali, sans intervenir et même en empêchant les policiers de porter secours aux habitants ?

Se gardant de commenter ces faits, M. Ghoualmi se contente d'affirmer que « *les terroristes avaient utilisé, pour leur repli, des dizaines de casemates et de refuges souterrains dans la zone* ». En fait, la majorité d'entre eux sont repartis sans encombre. Quelques-uns sont en effet restés dans quelques casemates situées dans le verger voisin de Haï el-Djilali, où ils seront repérés quelques jours plus tard par des « patriotes » ; mais quand les responsables militaires locaux en seront avertis, ceux-ci refuseront à nouveau d'intervenir sur-le-champ. Ils ne le feront qu'un mois plus tard, sans que les habitants soient informés du résultat de l'opération.

M. Ghoualmi explique enfin que, l'armée algérienne étant composée de 90 % de conscrits, ce serait la « *garantie d'une très large transparence qui rend quasiment impossible qu'une quelconque dérive ne soit pas connue de centaines de personnes, voire de milliers, quand on sait la liberté d'expression dont jouit désormais la société algérienne et sa façon toute méditerranéenne* [sic] ». Il est vrai que, ces dernières années, bien peu d'informations ont filtré sur les horreurs commises au nom de l'éradication du terrorisme. Mais cela s'explique par la terreur exercée par les forces de sécurité, y compris contre les militaires qui ont refusé d'obéir à des ordres illégaux (dont beaucoup ont été arrêtés, tués ou contraints à la désertion) ; et aussi par le soin apporté par les décideurs militaires à organiser méticuleusement le secret de leurs « *opérations spéciales* ».

Le récit de Nesroulah Youssouf n'est pas le premier qui évoque le rôle joué par l'armée dans cette sale guerre, et il ne sera pas le dernier. De nombreux témoignages de militaires confirment ses dires, de même que ceux d'autres rescapés de massacres de masse. Il est vrai

que ces derniers ont souvent attesté de la présence de membres de groupes armés connus de la population. Vous l'avez observé à Bentatla, et il donne les noms de certains de ces individus. Pour le pouvoir algérien et ses partisans, cela suffit à établir que ces massacres sont imputables au terrorisme islamique. Mais ils occultent complètement l'autre aspect essentiel de ces témoignages : ces égorgeurs agissaient sous les ordres d'inconnus dont nombre d'indices montrent que c'étaient des militaires.

Nous n'ignorons pas pour autant que, depuis 1992, les groupes islamistes ont tué des centaines de militaires et de policiers et qu'ils sont responsables de graves violations des droits de l'homme : nous condamnons ces crimes sans la moindre ambiguïté, et ils doivent être sanctionnés. Mais ce n'est pas « *dédouaner* [le terrorisme islamiste] de sa responsabilité dans la tragédie de l'Algérie », comme l'affirme M. l'ambassadeur, que de condamner aussi les crimes commis par certains secteurs de l'armée algérienne et les manipulations avérées de la violence islamiste par les unités du DRS, l'ex-sécurité militaire. C'est simplement reconnaître que les droits de l'homme ne se partagent pas : le terroriste qui tue des civils avec une voiture piégée est aussi coupable que le militaire qui torture ou pratique des exécutions sommaires ; et

Un Etat qui se prétend démocratique ne peut combattre le terrorisme et la violence armée avec comme principaux instruments le kalachnikov, le chalumeau et la manipulation

un Etat qui se prétend démocratique ne peut combattre le terrorisme et la violence armée avec comme principaux instruments le kalachnikov, le chalumeau et la manipulation.

Cette vérité commence à se faire jour, de façon oblique, en Algérie même. En témoigne cet article du quotidien *El Moudjahid* (19 décembre), pour qui les responsables des massacres de ces dernières semaines sont les « *groupes mafieux* », « *ces milieux d'activistes nourris au sein par les monopoles, le trabendisme et l'économie souterraine* [qui] n'ont pas d'autres moyens de maintenir leurs privilèges, qu'en passant au terrorisme, à la violence et à la destruction (...) ». Les récents massacres de citoyens innocents à Médéa, à Khemis Miliana et à Ténès répondent à cette volonté de maintenir la pression sur le pays (...).

Ces violences effroyables, hier comme aujourd'hui, n'ont fait l'objet d'aucune enquête impartiale, d'aucun procès équitable de leurs responsables, qu'ils soient islamistes ou militaires. C'est pourquoi nous demandons, avec beaucoup d'autres, des enquêtes indépendantes qui permettront de châtier tous les coupables. Et en particulier ceux qui ont organisé et perpétré la tuerie de Bentatla. Les faits précis rapportés par Nesroulah Youssouf attestent qu'elle a été préparée et encadrée par des éléments de l'armée. En invoquant des arguments de circonstance sans aucun rapport avec ces faits, M. Ghoualmi fournit, à son corps défendant, la preuve qu'il est incapable de les réfuter sérieusement. C'est une reconnaissance officielle, par l'Etat algérien, de la vérité de ce que Nesroulah Youssouf a avancé dans son livre.

François Gèze est directeur général des éditions La Découverte.

Salima Mellah, journaliste, collabore au site algeria-watch.org.